

davantage de produits, si ce n'était que le Canada lui-même se traîne les pieds.

Le 3 mai, Statistique Canada publiait des chiffres fort intéressants sur les opérations commerciales du mois de mars. Un article paru dans le *Citizen* d'Ottawa du même jour donnait les chiffres suivants:

En mars de cette année, les exportations ont totalisé 1,501 milliards de dollars, ce qui n'est guère plus que le chiffre de 1,498 milliards enregistré en mars 1971, rapporte Statistique Canada.

La légère augmentation est attribuable à l'accroissement des exportations aux États-Unis et à la baisse des exportations à presque tous les autres pays.

Les exportations aux États-Unis sont passées de 1,041 milliards à 1,119 milliards de dollars. . .

Les statistiques indiquent une tendance soutenue vers une plus grande dépendance du Canada envers le marché des États-Unis, en dépit des efforts déployés par le gouvernement fédéral en vue d'ouvrir d'autres débouchés. Les exportations à la Grande-Bretagne, d'une valeur de 8.6 millions de dollars en mars, accusaient une baisse par rapport à celles de l'an dernier qui s'élevaient à 90.9 millions.

Les autres baisses dans nos exportations sont les suivantes: Au Japon, de 75.8 millions à 55.4 millions; à l'Allemagne de l'Ouest, de 26.9 millions à 17.6 millions; à la Norvège, de 24.3 millions à 18.3 millions; à l'Italie, de 20.8 millions à 14.9 millions; à l'Australie, de 22.5 millions à 12.7 millions; au Venezuela, de 20.1 millions à 8.7 millions; à la Belgique et au Luxembourg, de 12.4 millions à 5.9 millions; et à l'Inde, de 9.7 millions à 5.1 millions de dollars.

Voilà une mélodie lugubre de baisses dans nos exportations vers les pays mêmes avec lesquels notre commerce d'exportation devrait être florissant. Les exportations de papier journal ont diminué, comme celles d'aluminium, de cuivre et d'automobiles. Monsieur l'Orateur, est-ce là la sorte de réalisations inégalables, avec une dépendance accrue sur le marché américain et une régression constante sur d'autres marchés très importants? Au lieu de nous féliciter, je crois que nous devrions et devons tâcher par tous les moyens de stimuler le commerce dans le monde entier aujourd'hui et à diversifier notre commerce.

J'ai trouvé amusant, bien qu'il ne l'ait pas fait avec malveillance, j'en suis sûr, que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ait dénigré l'ancien ministre du Commerce dans le gouvernement que j'appuyais. On connaissait cet homme comme un instigateur puissant et agressif du commerce canadien et il a poussé constamment le gouvernement actuel à étendre notre commerce sur les marchés mondiaux. Pourquoi n'avons-nous pas d'agences commerciales si nous en avons besoin? Ne pouvons-nous pas négocier avec les pays situés de chaque côté du rideau de fer afin d'implanter d'autres agences commerciales? Si nous devons accroître les ventes de nos denrées, qu'est-ce qui nous retient alors? Cela fait partie de notre inertie. Dans le monde, il y a dix pays qui ont des ambassadeurs plénipotentiaires et des ambassades à Ottawa où nous n'avons pas encore nommé d'ambassadeurs. Nous n'y sommes pas représentés.

Nous n'avons pas encore réussi à désigner un haut commissaire à la Barbade, pays de 200,000 habitants qui depuis plusieurs années a un haut commissariat de trois membres ici à Ottawa. Nous n'avons pas nommé d'ambassadeur accrédité uniquement pour le Marché commun européen et Dieu sait pourtant qu'il n'existe guère d'entité économique ou politique plus importante sur la scène actuelle que la vaste Europe unie qui prend de l'expansion avec l'admission du Royaume-Uni et des autres pays. Le gouvernement sait-il ce qui se passe? Comme je l'ai déjà

[M. Macquarrie.]

dit, nous n'avons pas réussi à faire ce que bien d'autres pays ont fait, c'est-à-dire nommer un ambassadeur à Bruxelles qui serait uniquement chargé de s'occuper de ce vaste ensemble en pleine croissance.

• (1650)

Je voudrais vous citer un article d'une bonne économiste moderne, Dian Cohen qui écrit dans le *Star* de Toronto au sujet de l'admission du Royaume-Uni dans le Marché commun européen. Elle écrit:

Ce qui est peut-être plus important à la longue, c'est que le Canada soit de plus en plus laissé pour compte dans un monde que se partagent les grands blocs économiques. Bientôt, nous n'aurons plus d'autre rôle à jouer dans l'économie mondiale que celui qui consiste à réagir aux événements extérieurs.

Que dirons-nous alors aux producteurs canadiens? Que leur situation n'a jamais été meilleure? Nous risquons de perdre nos liens commerciaux avec beaucoup de pays membres de la CEE et d'autres encore. N'aurions-nous pas là sujet de nous inquiéter?

Plusieurs de mes collègues ont parlé de nos relations avec les États-Unis. Plusieurs ont expliqué comment le gouvernement navigue dans la brume depuis des mois. Les Canadiens savent-ils ce qu'il va advenir du pipe-line transalaskien? Du projet d'un pipe-line longeant la vallée du Mackenzie? Savent-ils dans quelle mesure le gouvernement a étudié l'un et l'autre projet, et savent-ils avec quelle franchise, quelle clarté et quelle insistance notre gouvernement a communiqué ses positions sur chacun au gouvernement des États-Unis? Est-il trop terrifiant de prédire que s'ils ne prennent pas garde, les Canadiens finiront par voir leur environnement gravement menacé non seulement par une, mais par les deux routes? Sont-ils bien renseignés là-dessus?

Leur a-t-on fait connaître notre position à l'endroit de la collectivité grandissante de l'Europe? Sont-ils au courant des mesures que nous prenons au sujet des possibilités commerciales avec ces pays? Savent-ils ce qu'il est advenu du marché que nous avions déjà avec le Royaume-Uni? Le gouvernement a-t-il été conscient des dangers d'une économie mondiale en rapide évolution?

Une voix: Oui.

M. Macquarrie: Je suis heureux de constater qu'il y a quelqu'un de satisfait. Parlant de corne de brume, je viens juste d'en entendre une.

Passons maintenant à un autre grave problème. Je vois que mon collègue le député de South Shore (M. Crouse) est ici. Il est expert en la matière. Que faisons-nous pour protéger l'industrie peut-être la plus menacée de toutes, l'industrie traditionnelle de la pêche? C'est une industrie canadienne de base, et la situation nuit à toute l'industrie comme à l'ensemble du Canada. Nous avons fait de grandes déclarations et parlé de la limite de 12 milles. Personne n'y a accès, pas plus les navires australiens que les bateaux suisses. Ils n'y viennent jamais, c'est entendu, mais d'autres y pénètrent grâce à des droits traditionnels qu'ils ont encore. Il semble qu'on n'ait pas fait d'efforts, ni sur le plan diplomatique ni autrement, pour évincer ceux qui pillent nos ressources au large de nos côtes est et ouest. Face au problème du saumon dans le cas des Danois, le ministre de l'Environnement (M. Davis) prit son courage à deux mains et proposa un boycottage personnel dont il fut déclaré, dès le lendemain, qu'il s'agissait seulement de son propre boycottage.